STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION

L'initiative « Faim Zéro » de la Cedeao

► Vers une vision commune et une gouvernance adaptée

Les États de l'Afrique de l'Ouest regroupés dans la Cedeao disposent depuis quelques années d'un cadre stratégique et de plans régionaux et nationaux pour le développement de leur agriculture. La lutte contre la faim, en pleine redéfinition, demande une approche multisectorielle des politiques publiques, une meilleure identification de leurs bénéficiaires et un alignement des programmes des donateurs. L'initiative « Faim Zéro » s'appuie sur le paysage institutionnel et politique existant pour mobiliser l'ensemble des acteurs concernés autour d'une vision commune.

L'émergence de la notion de résilience dans les mondes de l'aide humanitaire et de l'aide au développement a provoqué une prise de conscience dans le chef des responsables politiques ouest-africains. Les instruments d'orientation et de gestion des politiques agricoles élaborés durant la dernière décennie ne prennent pas suffisamment en compte les aspects multidimensionnels de la lutte contre la faim et la malnutrition.

De ce premier constat découlent une série d'enjeux qui touchent tant aux priorités politiques qu'à des problèmes de gouvernance. Comment renforcer la cohérence et la coordination des efforts de l'ensemble des acteurs impliqués au niveau des pays de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao)¹? Comment articuler programmes en matière agricole et programmes sociaux, sanitaires, économiques de lutte contre la sous-alimentation ? Comment amener les donateurs à harmoniser et à aligner leurs interventions sur les priorités ouest-africaines ? Comment toucher effectivement les populations les plus nécessiteuses ?

1 : La Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) regroupe les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Sénégal, Togo.

Relever les enjeux

L'initiative « Faim Zéro », initiée dans le courant de l'année 2012 au niveau de la Cedeao, entend relever l'ensemble de ces défis. Son objectif est d'éradiquer la faim d'ici à 2020 et d'obtenir des avancées significatives d'ici à 2015.

Pour y arriver, elle ne touche pas à l'architecture des politiques existantes. Le Plan régional d'investissement agricole (Pria) et ses déclinaisons nationales (Pnia) restent les instruments privilégiés et incontournables afin d'exécuter la Politique agricole de l'Afrique de l'Ouest, dite « Ecowap », adoptée par la Cedeao en janvier 2005.

Mais il sera possible de réviser ces instruments pour les améliorer, selon Alain Sy Traoré, directeur par intérim du département Agriculture et Développement rural à la Cedeao². Afin, notamment, de donner « une place centrale aux diagnostics et aux stratégies conçus à l'échelle locale » dans une approche ascendante et d'améliorer « les processus et mécanismes de coordination intersectorielle ». Il s'agit également de pouvoir orienter le plan régional et les plans nationaux d'investissement agricole en « les ciblant sur les populations vulnérables »

2 : Entretien avec Alain Sy Traoré. Inter-réseaux, décembre 2012.

qui garantissent « l'accès aux services sociaux de base et aux moyens de production et la sécurisation des moyens d'existence des ménages ».

Au niveau institutionnel régional, le dispositif serait celui de l'Ecowap, avec quelques améliorations. La note d'orientation de la Cedeao³ prévoit que la fonction d'orientation serait assurée par le Comité consultatif pour l'Agriculture et l'Alimentation associant les principales catégories d'acteurs. La cohérence des politiques sectorielles doit être garantie par le Comité interdépartements pour l'Agriculture et l'Alimentation, sous l'autorité du président de la Commission. Le Directeur de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau assurerait la coordination opérationnelle de l'initiative tandis que l'Agence régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation assurerait la mise en œuvre, déléguée, des actions spécifiques. Enfin, le Fonds régional Ecowadf déploierait les mécanismes financiers, en collaboration avec l'Araa, les États membres, et les banques.

L'initiative de la Cedeao prévoit néanmoins la mise en place d'un fonds d'appui complémentaire aux initiatives et stratégies locales, « permettant de financer les actions identifiées, non financées par ailleurs et susceptibles d'atteindre l'objectif "Faim Zéro" ». ⁴ ■

Une synthèse rédigée par Emmanuel De Lœul

3 : « Accélérer la mise en œuvre de l'Ecowap », Note d'orientation stratégique. Vers une sécurité alimentaire de proximité en Afrique de l'Ouest : « Faim Zéro en Afrique de l'Ouest ». Commission de la Cedeao, Département de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau. 2012, p. 12.
4 : idem, p. 15.